

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (matin) 19 janvier 2016

Direction des finances

13 2015.RRGR.588 Motion 169-2015 Aeschlimann (Berthoud, PEV) Projets de construction des entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 169-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 03.06.2015
Déposée par: Aeschlimann (Berthoud, PEV) (porte-parole)
Rüfenacht (Biel/Bienne, Les Verts)
Frutiger (Oberhofen, PBD)
Hofmann (Berne, PS)
Trüssel (Trimstein, pvl)
Cosignataires: 5
N° d'ACE: 1278/2015 du 28 octobre 2015
Direction: FIN

Projets de construction des entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire

Le Conseil-exécutif est chargé d'user des moyens à sa disposition (stratégie de propriétaire, conseil d'administration, droits en assemblée générale, etc.) pour inciter les entreprises dont il est actionnaire majoritaire à tenir compte dans leurs projets de construction des buts de la politique d'aménagement du canton, en particulier du développement du milieu bâti.

Développement

Le projet de construction de nouveaux ateliers dans une zone agricole à Riedbach conçu par le BLS soulève un certain nombre de questions. Ce projet d'extension est en contradiction avec le plan directeur en vigueur, tout comme il est en contradiction avec l'actuelle politique d'aménagement. Le plan directeur du canton de Berne du 15 août 2011 demande la stabilisation de l'utilisation du sol, la limitation de l'attribution à une nouvelle zone et la réorientation du développement du milieu bâti. La séparation entre zones urbanisées et zones non-urbanisées doit être garantie à long terme.

Le traitement du plan directeur 2030, la révision des Conceptions régionales des transports et de l'urbanisation (CRTU) et la révision partielle de la législation sur les constructions font actuellement l'objet d'un large débat politique sur les buts du développement du territoire cantonal. Dans la révision des instruments, ce qui est prévu est la densification et l'urbanisation vers l'intérieur. Et les nouveaux instruments préconisent le maintien et la revalorisation des habitations compte tenu des paysages, de la nature et de la qualité des sites.

Le canton se doit de montrer l'exemple et de faire en sorte que quand les entreprises dont il est actionnaire majoritaire prennent des décisions stratégiques qui ont un impact sur l'organisation du territoire, elles tiennent compte des buts de la politique d'aménagement. Pour la population, la classe politique, les communes et les entreprises privées, il est incompréhensible que des entreprises dont l'Etat est actionnaire ignorent les règles adoptées dans ce domaine. Les tentatives de légitimer un projet de construction de 20 hectares dans un champ en invoquant la loi sur les chemins de fer fédéraux sont incompréhensibles. Les décisions politiques d'une entreprise ne sont pas autant d'expériences réalisées dans la stérilité d'un laboratoire mais s'inscrivent dans un contexte sociétal et touchent ainsi la responsabilité sociale des entreprises.

Quand l'Etat est actionnaire majoritaire dans une société anonyme de droit privé, la question se pose des limites dans lesquelles s'inscrivent ses moyens d'influence. Logiquement, les participations justifiées par l'intérêt public doivent permettre à l'Etat d'influencer la politique de l'entreprise. Quand l'Etat intervient dans les affaires d'une société anonyme, il s'expose au risque d'engager sa responsabilité dans les faits. L'Etat peut cependant exercer son influence à des fins

stratégiques. En qualité d'actionnaire majoritaire, le canton a la possibilité de déterminer en assemblée générale la composition du conseil d'administration. Il peut également agir en se référant à la stratégie de propriétaire. Le Conseil-exécutif écrit à ce sujet sur son site : « La stratégie de propriétaire est un outil moderne de gouvernance d'entreprise, qui a fait ses preuves comme instrument de pilotage. Elle favorise la professionnalisation des conseils d'administration, de plus en plus visée de nos jours. Et elle constitue un complément indispensable à la planification des soins sur le plan politique, stratégique et entrepreneurial ».¹

Réponse du Conseil-exécutif

En vertu de l'article 95, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne, les organisations chargées de tâches publiques (et donc aussi les entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire) sont soumises à la surveillance du Conseil-exécutif. La présente motion a par conséquent valeur de directive. Avec ce type de motion, le Conseil-exécutif dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les autres modalités de l'exécution du mandat. La décision reste de son ressort.

Le Conseil-exécutif considère, tout comme les motionnaires, que tous les projets de construction du canton de Berne doivent tenir compte des objectifs de la politique d'aménagement. Naturellement, ce principe s'applique aussi aux projets des grandes entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire. Le projet du BLS de construire de nouveaux ateliers à Riedbach, auquel se réfère la présente motion, a suscité un important malaise chez un grand nombre de personnes concernées ou intéressées – raison pour laquelle le canton a proposé la mise en place d'un groupe de suivi. Ce groupe de suivi des « Ateliers BLS » est placé sous la direction du maire de la commune de Langnau et ancien président du Grand Conseil, Bernhard Antener. Il a pour mission de soumettre l'évaluation du site réalisée par le BLS à un examen critique, et ce en toute impartialité. Ses travaux ont débuté à la fin du mois d'août 2015.

Les entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire, au sens de la présente motion, sont les suivantes : Bedag SA, BEKB I BCBE, BKW SA, BLS SA, IWAG et les centres hospitaliers régionaux. Les entreprises principalement concernées quant à la teneur de la motion seraient BKW SA et BLS SA, dont les infrastructures nécessitent une surface relativement importante.

Pour les entreprises en question qui sont organisées en sociétés anonymes, les moyens d'influence du canton se bornent aux prérogatives des actionnaires telles qu'elles sont définies dans le Code des obligations et les statuts, c'est-à-dire surtout aux droits de participer et de voter à l'assemblée générale. Et comme généralement les décisions relatives aux sites d'implantation ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale, mais de celle du conseil d'administration ou de la direction de l'entreprise, le Conseil-exécutif ne peut pas les influencer directement.

En outre, le Conseil-exécutif a arrêté pour ces entreprises dont il est actionnaire majoritaire une stratégie de propriétaire définissant les objectifs qu'il poursuit à moyen et à long terme pour chacune d'elles. Le caractère obligatoire des exigences que le canton pose dans sa stratégie de propriétaire se heurte toutefois au principe de l'indépendance des sociétés anonymes et de leur direction stratégique, qui est ancré dans le Code des obligations. Le Conseil-exécutif peut en principe définir aussi dans sa stratégie de propriétaire les objectifs politiques et sociaux des entreprises dont il est actionnaire. Cela peut inclure notamment l'obligation de gérer les ressources de l'Etat avec le plus grand soin. La question se pose cependant de savoir dans quelle mesure, les objectifs politiques sont compatibles avec la séparation voulue entre la direction politique et la direction stratégique du canton dans les entreprises dont il est actionnaire. Il faut noter de plus qu'une consigne en matière de politique d'aménagement aurait un caractère purement déclaratoire car sa mise en œuvre relèverait comme aujourd'hui des compétences de la direction stratégique ou opérationnelle de l'entreprise concernée.

¹ <http://www.gef.be.ch/gef/fr/index/gesundheitspolitik/gesundheitspolitik/spitalversorgung/spitaeler/eigentuemerstrategie.html>

Le Conseil-exécutif estime que la demande formulée dans la présente motion est compréhensible et justifiée du point de vue de la politique d'aménagement du territoire. Mais comme nous l'avons exposé, les moyens d'influence qui sont les siens sont limités. Il juge également important, à cet égard, que les prescriptions légales relatives à la politique d'aménagement soient aussi respectées par les entreprises dont le canton est actionnaire majoritaire. Le Conseil-exécutif est prêt à mettre en avant la politique d'aménagement dans les limites de ses possibilités et à examiner lors de la révision des stratégies de propriétaire s'il y a lieu de fixer un objectif en la matière. Mais ce qui lui paraît primordial dans ce contexte n'en demeure pas moins le respect du principe de séparation entre direction politique et direction stratégique dans les entreprises de droit privé. Aussi le Conseil-exécutif propose-t-il d'adopter la présente motion sous forme de postulat.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Es handelt sich hier um eine Richtlinienmotion. Der Regierungsrat ist bereit, die Motion als Postulat anzunehmen. Wir diskutieren in reduzierter Debatte.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Diese Motion hat etwas mit der Akte Riedbach zu tun, aber eben nicht nur. Die Absicht der BLS, quasi unabhängig von politischen und gesellschaftlichen Rahmenbedingungen einen Standort auf besten Fruchtfolgeflächen zu definieren, war der Auslöser dieser Motion. Es geht bei diesem Vorstoss aber nicht um eine Fortsetzung der «Chropflärete» der letzten Session. Der Vorstoss sucht nach Möglichkeiten, wie die strategischen Ziele der Politik in den Unternehmen mit öffentlicher Beteiligung berücksichtigt werden können. Wie finden die neuen Leitsätze der Raumordnungspolitik des Kantons Eingang in die operativen Entscheide «seiner» Unternehmungen? Insofern passt dieser Vorstoss thematisch gut in diese Session mit den Geschäften Kulturlandinitiative und Baugesetzrevision.

Sie können nun einwenden, diese Instrumente regelten ja gerade die rechtlichen Rahmenbedingungen. Der Kanton als indirekter Bauherr kann sich auf diese beziehen. Doch es gibt eine Differenz zwischen dem rechtlich Notwendigen und dem strategisch Gewünschten. Das Projekt Riedbach wäre denn auch mit der aktuell geltenden Gesetzgebung bewilligungsfähig. Sie können heute auch in vielen Bauzonen noch eingeschossige Bauten errichten, auch Schulhäuser, wie das Beispiel der International School zeigt. Der Vorstoss verlangt eine maximale Kongruenz zwischen raumpolitischen Zielen und Bauprojekten der öffentlichen Hand. Dies gerade auch dann, wenn die öffentliche Hand im Kleid einer privatrechtlichen AG auftritt. Es ist einfach schwer verständlich, wenn sich der Kanton in Aktiengesellschaften mit grosser Beteiligung lediglich an den minimalen rechtlichen Vorgaben orientieren muss, oder diese noch per Spezialgesetzgebung unterlaufen kann. Der Kanton baut auch nicht nach den Mindestvorgaben des Energiegesetzes. Eine öffentliche Mehrheitsbeteiligung verpflichtet. Es geht um die unternehmerische Gesellschaftsverantwortung der Unternehmungen mit einer öffentlichen Beteiligung.

Wir haben Verständnis für die Ausführungen des Regierungsrats. Ich sehe die aktienrechtlichen Grenzen einer Einflussnahme als Aktionärin. Deshalb sind wir bereit, die Motion in ein Postulat zu wandeln.

Le président. Der Vorstoss wurde in ein Postulat gewandelt. Ist das Postulat bestritten? – Das ist der Fall.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Es ist ein Unding, wenn wir hier im Rat immer das Gefühl haben, wir könnten in die operative und in die strategische Tätigkeit unserer Mehrheitsbeteiligungsunternehmen eingreifen. Es gab nämlich Gründe, warum unser Parlament forderte, diese Unternehmen als privatrechtliche Aktiengesellschaften zu führen und sie an der Börse kotieren zu lassen. Aus diesem Grund hat sich die BDP immer, auch schon in den

Diskussionen rund um die BKW, gegen den direkten Einfluss des Parlaments auf diese Unternehmen gewehrt. Nach der Forderung des Vorstosses sollen die Unternehmen die Ziele der Raumordnungspolitik berücksichtigen. Jetzt muss man Folgendes verstehen: Bei den Zielen handelt es sich um politische Ziele, die diskutiert und im Rahmen eines politischen Prozesses analysiert werden. Erst die Ausarbeitung der nötigen Rechtssätze und Richtpläne giesst diese Ziele in rechtsverbindliche Instrumente, an die sich alle halten müssen. Es ist ein Unding zu meinen, wir müssten unsere Unternehmen verpflichten, irgendwelche hypothetischen Rechtssätze einzuhalten, die im politischen Prozess noch gar nicht abgearbeitet worden sind. Aus diesem Grund erachten wir diesen Vorstoss als völlig verfehlt. Er suggeriert, dass sich unsere Unternehmen nicht an die raumpolitischen Ziele des Kantons halten. Das stimmt aber nicht. Spätestens im Baubewilligungsverfahren müssen sich die Unternehmen an diejenigen Rechtssätze, an diejenigen raumplanerischen Grundsätze halten, die das Volk und das Parlament beschlossen haben. Daran gibt es nichts zu rütteln. Es ist Sache der Baubewilligungsbehörde, zu überprüfen, ob die Bauvorhaben schlussendlich der Gesetzgebung und der Raumplanung entsprechen. Der Vorstoss will bereits auf die Denkarbeit für Bauvorhaben solcher Unternehmen Einfluss nehmen. Er enthält also nichts anderes als ein Denkverbot, ein Denkverbot für Unternehmen, die an der Börse kotiert sind, die in der Mehrheitsbeteiligung des Kantons sind. Und das ist nicht der Weg, den wir beschreiten sollten. Ich bitte Sie deshalb, auch ein Postulat abzulehnen.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Wie die BDP und fast mit den gleichen Argumenten lehnt auch die FDP diesen Vorstoss ab, da er wirklich unnötig ist. Mit anderen Worten heisst das: Die Gesetze und die Bestimmungen in der Raumplanungspolitik und in der Siedlungspolitik sind einzuhalten, sei es durch Private, durch Aktiengesellschaften, durch gemischt wirtschaftliche Unternehmungen und so weiter. Das muss in einer Motion nicht noch besonders stipuliert werden. Es ist auch seltsam, wenn man in einer Motion die Regierung auffordert, sie solle dafür sorgen, dass die Bestimmungen eingehalten werden. Das ist doch eine Selbstverständlichkeit, es würde uferlos, wenn man das in anderen Domänen auch verlangen würde. Überdies ist die Antwort der Regierung auf Seite drei absolut richtig, was die Einflussnahme des Regierungsrats anbelangt. Man kann nicht mehr tun. Wenn dieser Vorstoss angenommen würde, wäre das ein absoluter Widerspruch zu dem Vorstoss, den wir vorhin mit der Effizienzförderung angenommen haben. Er kommt aus dem gleichen Lager. Es wäre ein riesiger Widerspruch, wenn man hier jetzt das Gegenteil machen würde. Deshalb kann ich vollumfänglich das bestätigen, was Kollege Leuenberger gesagt hat. Geben wir es doch zu: bei diesem Projekt läuft doch einiges, es sind Begleitgruppen auf dem Plan und so weiter. Sicher kommt hier niemand zu kurz, und man wird dafür sorgen, dass die Bestimmungen eingehalten werden. Eine weitere Einflussnahme der Regierung braucht es sicher nicht. Und dann noch so nebenbei: Wenn ich so schaue, wer unterschrieben hat, Motionär Hofmann, Frau Rüfenacht; also man pusht den öffentlichen Verkehr und zwar zulasten des Privatverkehrs und auf Teufel komm raus. Da muss ich einfach sagen – das ist jetzt meine persönliche Meinung: Auch der ÖV hat seinen Platzbedarf, auch er hat seine Begehrlichkeiten, auch ein Ausbau des ÖV ist eben nicht zum Nulltarif zu haben. Wir lehnen diesen Vorstoss ab.

Daniel Bichsel, Zollikofen (UDC). Der vorliegende Vorstoss befasst sich mit der Frage, inwieweit die Politik bei den staatlichen Mehrheitsbeteiligungen an den Aktiengesellschaften des privaten Rechts einwirken soll. Hier betrifft es den Politikbereich der Raumordnung, es könnte aber genauso gut einen anderen Politikbereich betreffen. Somit ist dieser Vorstoss mit einer etwas generelleren Betrachtungsweise zu prüfen, nämlich mit der generellen Frage nach der Einflussnahme der Politik bei diesen Firmen. Zugegeben, wir befinden uns hier in einem Spannungsfeld zwischen der politischen und der strategischen Führung dieser privatwirtschaftlichen Organisationen. Wenn aber ein Kantonsvertreter frühzeitig darauf hinweisen kann, in welche Richtung die bernische Politik geht, also nicht erst dann, wenn das Baugesuch abgegeben wird, kann das nicht schädlich sein. Es kann sinnvoll sein, zwischendurch diese Einflussnahme geltend zu machen und die Ziele der bernischen Regierung aufzuzeigen. Die Antwort der Regierung erscheint uns insgesamt schlüssig. Deshalb kann die SVP mit grossem Mehr der gewandelten Form des Vorstosses als Postulat zustimmen.

Daniel Trüssel, Trimstein (pvl). Ich sehe es ähnlich: Die Motion hat mehr zum Inhalt als lediglich die raumplanerischen Tätigkeiten. Es geht klar darum, wie weit die Politik in öffentliche Betriebe oder in Betriebe mit Beteiligung Einfluss nehmen soll. Für mich ist das relativ klar: Wenn wir von

einer Unternehmung Aktionär sind, sollen wir dort entsprechend Einfluss nehmen können. Ich bin auch an diversen Firmen als Aktionär beteiligt und ich will dort Einfluss nehmen, ich will dort mitreden können. Wenn wir das als Politiker nicht wollen, sollten wir auf die Anteile verzichten und diese der Privatwirtschaft überlassen. Ich bin der erste, der solche Tendenzen unterstützen wird. Denn dann kann man definitiv darüber diskutieren, wie sich der Kanton oder die öffentliche Hand bei privatwirtschaftlichen Betrieben engagieren soll.

Das war aber nur der ordnungspolitische Teil, inhaltlich sieht es für mich so aus: Die öffentlichen und die halböffentlichen Betriebe sollen die gleichen Spielregeln haben, wenn sie ein Projekt realisieren, wie dies bei einem Privatunternehmen der Fall ist. Wenn ich eine neue Fertigungshalle bauen will, umrande ich nicht irgendwo mit einem Strich landwirtschaftliches Land und sage, hier wäre es noch praktisch, denn dieses Stück ist gut erreichbar, der Autobahnanschluss ist nahe. Vielmehr muss ich die gültigen Zonenpläne konsultieren und schauen, wo es Industrie-, oder Gewerbe- oder Bauland hat, und erst dann kann ich mein Projekt entwickeln. Insofern habe ich sehr grosse Sympathien für diese Motion. Wir werden sie unterstützen, ebenfalls als Postulat, und ich hoffe, Sie können dem folgen.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Grundsätzlich ist die SP-JUSO-PSA-Fraktion mit der Stossrichtung dieser Motion einverstanden. Gesetzliche Vorschriften in der Raumordnungspolitik müssen jedoch von allen Unternehmungen eingehalten werden, auch von denjenigen, bei denen der Kanton keine Mehrheit hat, und wir rufen diese Unternehmen auf, ihre unternehmerische Verantwortung wahrzunehmen und bisweilen auch mehr umzusetzen, als dringend nötig ist. Was die Unternehmungen anbelangt, bei denen der Kanton Bern eine Mehrheitsbeteiligung hat, kann der Kanton einerseits die Verantwortung wahrnehmen, so wie es in der Motionsantwort steht, nämlich mit seinen Rechten, die er an der Generalversammlung hat. Doch hat die Regierung noch mehr Möglichkeiten um Einfluss zu nehmen: Meist ist sie nämlich in den Verwaltungsräten direkt vertreten und kann dort die strategischen Anliegen wie zum Beispiel die Anliegen der Raumplanung direkt einbringen. Sicher trägt man grundsätzlich den Hut des Betriebes, wenn man in einem Verwaltungsrat sitzt. Aber einer der Gründe, warum Vertreter des Kantons Bern in diesen Verwaltungsräten sitzen, ist ja eben gerade der, dass sie den Kanton Bern besser einbringen und mehr mitbestimmen können.

Ein bisschen überrascht hat mich vorhin das Statement, wonach der Vorstoss in Zusammenhang mit den BLS-Werkstätten eingereicht worden sei. Als Tochter eines Lokomotivführers und als überzeugte Bahnfahrerin überrascht mich das persönlich sehr. Ich weiss nicht genau, wie sich Werkstätten verdichtet bauen lassen. Zwei Stockwerke halte ich hier für keine Lösung. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist bereit, diese Motion als Postulat zu überweisen.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Ich habe kürzlich noch einmal die Debatte, die wir in der letzten Session zu Riedbach geführt haben, nachgelesen. Das Postulat von Martin Aeschlimann erfasst den Knackpunkt von Riedbach sehr gut. Die BLS braucht zwingend eine neue Werkstatt, das ist unbestritten, und Riedbach ist für sie die ideale Lösung. Die sogenannte Ideallösung widerspricht jedoch nicht nur dem nationalen Raumplanungsgesetz und dem kantonalen Richtplan, sondern auch dem Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept der Regionalkonferenz Bern-Mittelland. Es bestehen also auf verschiedenen Ebenen sehr viele Raumplanungsvorgaben, an denen bereits sehr viele Leute gearbeitet haben. Der Kanton Bern befindet sich als Mehrheitsaktionär und als oberster Raumplaner im Sandwich. Er kommt nicht darum herum, Prioritäten zu setzen. Die Motion fordert, diese Prioritäten bei der Raumplanung zu setzen.

Aus Sicht der EVP-Fraktion fällt die Antwort des Regierungsrats enttäuschend aus, denn er laviert hin und her. Er sagt, man könne nicht viel machen. Doch als Eigentümer kann man strategisch Einfluss nehmen. Dass man bei der Raumplanung die Priorität setzen will, ist ein solcher strategischer Entscheid, den man als Mehrheitsaktionär einbringen kann. Aus unserer Sicht steht im Fall Riedbach nicht einfach ein Stück Land zur Debatte, sondern auch die Glaubwürdigkeit des wichtigsten Berner Bahnunternehmens und damit auch des Kantons Bern als Mehrheitsaktionär dieses Bahnunternehmens. Wir unterstützen das Postulat und hoffen, dass der Regierungsrat die Mehrheiten in diesem Rat ernst nimmt und seinen Einfluss beim Unternehmen des Kantons Bern geltend macht.

Beatrice Simon, directrice des finances. Wir sind uns hier im Saal einig: Die Ziele der Raumordnungspolitik sind bei sämtlichen Bauvorhaben im Kanton Bern zu berücksichtigen, und das

gilt selbstverständlich auch für Unternehmungen, bei denen der Kanton Bern eine Mehrheitsbeteiligung hat. Und zwar, weil die Gesetze für alle im Kanton Bern gleich gelten sollen. In der Antwort zu diesem Vorstoss haben wir aber auch dargelegt, dass die direkten Einflussmöglichkeiten des Regierungsrats bei den Unternehmungen beschränkt sind. Eigentlich steht uns nur das Aktionärsrecht zu, und dazu gehören halt eben vor allem die Teilnahme an der Generalversammlung mit dem Stimmrecht sowie die Wahl der Verwaltungsratsmitglieder. Weil das Anliegen des Motionärs aber für den Regierungsrat aus raumordnungspolitischer Sicht grundsätzlich nachvollziehbar ist und wir auch das Gefühl haben, dass es eine gewisse Berechtigung hat, ist der Regierungsrat bereit, bei der Überarbeitung der Eigentümerstrategie zu prüfen, ob eben eine solche raumordnungspolitische Zielsetzung aufgenommen werden könnte. Dabei muss man aber beachten – und das ist ein zentraler Punkt –, dass die Trennung zwischen politischer und strategischer Führung nicht verletzt wird. Es muss auch weiterhin klar sein, dass raumordnungspolitische Vorgaben in der Eigentümerstrategie einen rein deklaratorischen Charakter hätten und die Umsetzung halt eben trotzdem dem Unternehmen unterliegt. Aufgrund dieser Ausführungen ist der Regierungsrat bereit, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen, denn wir sind in Zusammenhang mit der Überarbeitung der Eigentümerstrategie bereit, dieses Thema noch einmal vertieft zu prüfen. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss höchstens als Postulat anzunehmen.

Le vice-président Carlos Reinhard prend la direction des délibérations.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Die reduzierte Debatte sieht keine weiteren Wortmeldungen vor. Somit kommen wir zur Abstimmung. Die Motion wurde in ein Postulat gewandelt. Wir stimmen also über das Postulat ab. Wer das Postulat annehmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 105

Non 27

Abstentions 4

Carlos Reinhard, Thoune (PLR), vice-président. Sie haben das Postulat mit 105 Ja- gegen 27 Nein-Stimmen bei 4 Enthaltungen angenommen.